

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.214/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.214/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 29 janvier 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant différents arrêtés royaux applicables aux militaires", a donné le 7 mars 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 januari 2001 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten van toepassing op de militairen", heeft op 7 maart 2001 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

Afin de viser avec le plus d'exactitude, les différentes bases légales de l'arrêté en projet, il convient d'apporter au préambule les corrections ci-après.

1. A l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de viser l'article 2 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs. Il convient en revanche d'écrire :

"(...) notamment, l'article 16, 4°, (la suite comme au projet);".

2. A l'alinéa 3, il y a également lieu d'écrire :

"(...), notamment l'article 5, alinéa 1er, 2°, (la suite comme au projet);".

3. A l'alinéa 4, il convient d'écrire :

"(...), notamment l'article 9, alinéa 1er, (la suite comme au projet);".

4. A l'alinéa 5, il y a lieu d'omettre le "4°".

.../...

5. A l'alinéa 14, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis 31.214/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2001;".

Dispositif

Article 2

Le texte néerlandais de cet article doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

Cet article introduit dans la disposition qu'il est envisagé de modifier la notion de "régime linguistique".

Outre le fait que c'est le législateur, et non le Roi, qui est compétent en la matière, la fixation d'un régime linguistique est déjà réglée par l'article 2 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs qui prévoit que :

"L'officier auxiliaire ne peut être appelé à servir que dans l'unité dont le régime linguistique est le même que celui sous lequel il a subi l'examen professionnel prévu à l'article 6, 3°."

On supprimera donc la référence à la notion de "régime linguistique" et rédigera la disposition en projet en ce sens que, nonobstant la faculté pour un candidat de

.../...

subir en lieu et place d'une épreuve de français ou de néerlandais, une épreuve en allemand, l'épreuve professionnelle visée à l'article 6, 3°, précité devra se faire en langue française ou en langue néerlandaise.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur la reconnaissance de cette faculté aux seuls candidats dont l'allemand est la langue maternelle dans la mesure où, même s'ils ne sont pas applicables aux candidats officiers auxiliaires, les articles 2 et 2bis de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiés par la loi du 26 mars 1999, prévoient que :

"En vue de son admission à un cycle de formation d'officier de carrière, (...).

(...)

Un candidat peut toutefois, à sa demande, subir l'épreuve de la connaissance approfondie dans la langue allemande et l'examen de la connaissance élémentaire dans, selon le cas, la langue française ou néerlandaise."

sans réserver cette faculté aux seuls candidats dont l'allemand serait la langue maternelle.

Dans la mesure où, en vertu de l'article 16 de la loi du 23 décembre 1955 précitée, lorsqu'il demandera à être admis dans le cadre de carrière, l'officier auxiliaire devra satisfaire à l'épreuve approfondie de la langue française, néerlandaise, ou allemande, prévue à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 précitée, qu'il faut dorénavant lire en liaison avec l'article 2bis de la même loi, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il ne paraît pas justifié de réserver aux seuls candidats dont c'est la

.../...

langue maternelle la possibilité de subir une épreuve d'allemand en vue de leur agrégation comme candidat officier auxiliaire.

La modification envisagée de l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 2 septembre 1978 relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs sera dès lors rédigée comme suit :

"L'épreuve prévue à l'alinéa 1er, 2°, b), peut, à la demande du candidat, être remplacée par une épreuve d'allemand. Dans ce cas, il choisit de subir l'épreuve professionnelle visée à l'article 6, 3°, de la loi du 23 décembre 1955 dans la langue française ou néerlandaise."

Article 4

1. Le début de la phrase liminaire sera rédigé comme suit :

"Art. 4. L'article 15, alinéa 1er, 2°, du même arrêté, ... (la suite comme au projet)."

2. Dans la modification proposée à cet article, les mots "dans leur régime linguistique" seront remplacés par les mots "dans la langue de leur régime linguistique".

.../...

Article 5

Dans la phrase liminaire du texte français, le mot "décembre" sera remplacé par le mot "septembre".

Article 6

Le texte néerlandais du paragraphe 3 en projet doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La même observation vaut pour l'article 8 (paragraphe 2 en projet).

Article 10

1. Le contenu de la modification proposée de l'article 4, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au recrutement et à la formation des candidats militaires du cadre actif ne fait que paraphraser ce qui est prévu aux articles 2 et 2bis de la loi du 30 juillet 1938 précitée.

En effet, l'article 2, alinéa 7, de cette loi prévoit que l'on ne peut appartenir qu'à un régime linguistique, et, lu en combinaison avec notamment l'article 3, alinéa 1er, de la même loi, que c'est la langue de ce régime dans laquelle le candidat doit prouver sa connaissance approfondie.

.../...

La deuxième phrase de la disposition en projet ne fait que reprendre ce qui est prévu à l'article 2bis, alinéa 3, de la même loi.

L'on rédigera donc le paragraphe 3, alinéa 1er, en projet de la manière suivante :

"§ 3. Le candidat choisit son régime linguistique lors de sa demande d'inscription.".

2. A la modification proposée du paragraphe 3, alinéa 2, de la même disposition, il convient d'omettre le mot "toutefois".

Article 14

Dans la mesure où la loi du 30 juillet 1938 précitée, ne prévoit que deux régimes linguistiques, le français ou le néerlandais, les mots "le français ou le néerlandais," sont superflus et doivent être omis.

En outre on rédigera la disposition en projet en s'inspirant de l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au recrutement et à la formation des candidats militaires du cadre actif dans sa modification proposée à l'article 10 du projet, de la manière suivante :

"Art. 4. La personne qui pose sa candidature choisit son régime linguistique lors de sa demande d'inscription.

.../...

Une personne peut s'inscrire simultanément pour différentes formations et pour des catégories de personnel différentes. Dans ce cas, elle exprime son ordre de préférence."

Article 15

Dans la modification proposée de l'article 10 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif au passage au sein d'une même catégorie de personnel et à la promotion sociale vers une catégorie de personnel supérieure, les mots "dans le régime linguistique du candidat" seront remplacés par les mots "dans la langue du régime linguistique du candidat".

La même observation vaut pour l'article 16 en projet.

Article 17

Dans la mesure où l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet est subordonnée à la composition d'un jury apte à pouvoir évaluer la connaissance de la langue allemande, cette disposition en projet peut se justifier.

Observation de légistique

Dans le texte néerlandais les mots "vervangen door" et "gewijzigd door" doivent être remplacés respectivement par les mots "vervangen bij" et "gewijzigd bij".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Met het oog op een zo nauwkeurig mogelijke vermelding van de verschillende rechtsgronden van het ontworpen besluit, moeten in de aanhef de hierna vermelde wijzigingen worden aangebracht.

1. Er is geen reden om in het tweede lid naar artikel 2 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren te verwijzen. Men schrijve daarentegen :

"(...) inzonderheid op artikel 16, 4°, vervangen bij de wet van ...;".

2. In het derde lid moet eveneens worden geschreven :

"(...), inzonderheid op artikel 5, eerste lid, 2°, vervangen bij de wet van ...;".

3. In het vierde lid schrijve men :

"(...), inzonderheid op artikel 9, eerste lid, en op ..., vervangen bij de wet van ...;".

4. In het vijfde lid vervalt "4°".

.../...

5. In het veertiende lid schrijve men :

"Gelet op advies 31.214/4 van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2001;".

Dispositief

Artikel 2

Men schrijve : "Artikel 2 van ..." in plaats van "Het artikel 2 van ...".

Artikel 3

Bij dit artikel wordt in de bepaling die het beoogt te wijzigen het begrip "taalstelsel" ingevoerd.

Naast het feit dat de wetgever en niet de Koning terzake bevoegd is, wordt de keuze van het taalstelsel al geregeld in artikel 2 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, dat luidt :

"De hulpofficier mag slechts dienen in een eenheid waarvan het taalstelsel hetzelfde is als die waarin hij het bij artikel 6, 3°, voorziene vakexamen heeft afgelegd.".

De verwijzing naar het begrip "taalstelsel" moet dus vervallen en de ontworpen bepaling moet zo worden

.../...

gesteld dat de vakproef bedoeld in het voornoemde artikel 6, 3°, in het Nederlands of het Frans moet worden afgelegd, ondanks de mogelijkheid voor een kandidaat om in plaats van een examen Nederlands of een examen Frans een examen Duits af te leggen.

Bovendien rijst de vraag of die mogelijkheid alleen geldt voor de kandidaten die het Duits als moedertaal hebben, aangezien de artikelen 2 en 2bis van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, die zijn gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999, ook al zijn ze niet van toepassing op de kandidaat-hulp-officieren, bepalen :

"Om tot een opleidingscyclus van beroepsofficier te worden toegelaten, (...).

(...)

Evenwel kan een kandidaat op zijn aanvraag het examen over de grondige kennis in de Duitse taal afleggen en het examen over de elementaire kennis in, naar gelang van het geval, de Nederlandse of de Franse taal."

zonder dat die mogelijkheid alleen wordt geboden aan de kandidaten die het Duits als moedertaal hebben.

Voorzover de hulpofficier die vraagt om in het beroepskader te worden toegelaten, krachtens artikel 16 van de genoemde wet van 23 december 1955 het examen over de grondige kennis van het Nederlands, het Frans of het Duits moet afleggen, welk examen wordt voorgeschreven bij artikel 2 van de genoemde wet van 30 juli 1938 dat voortaan in

.../...

samenhang met artikel 2bis van die wet moet worden gelezen, wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat het niet gewettigd lijkt om alleen de kandidaten die het Duits als moedertaal hebben, de mogelijkheid te bieden om met het oog op hun erkenning als kandidaat-hulpofficier een examen Duits af te leggen.

De geplande wijziging van artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 2 september 1978 betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren moet dus als volgt worden gesteld :

"Het examen voorgeschreven in het eerste lid, 2°, b), kan op verzoek van de kandidaat, vervangen worden door een examen Duits. In dat geval kiest hij of zij de vakproef genoemd in artikel 6, 3°, van de wet van 23 december 1955 in het Nederlands dan wel in het Frans aflegt".

Artikel 4

1. Het begin van de inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 4. Artikel 15, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. In de voorgestelde wijziging van dat artikel moeten de woorden "in hun taalstelsel" worden vervangen door de woorden "in de taal van hun taalstelsel".

.../...

Artikel 5

In de inleidende zin van de Franse tekst moet het woord "décembre" worden vervangen door het woord "septembre".

Artikel 6

In de ontworpen paragraaf 3 schrijve men :
"... over de taal van het andere taalstelsel dan datgene in de taal waarvan hij het examen elementaire kennis heeft afgelegd."

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8 (ontworpen paragraaf 2).

Artikel 10

1. De voorgestelde wijziging van artikel 4, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader is inhoudelijk slechts een parafrase van wat wordt bepaald in de artikelen 2 en 2bis van de genoemde wet van 30 juli 1938.

Artikel 2, zevende lid, van die wet bepaalt immers dat de kandidaat slechts tot één taalstelsel kan behoren en in samenhang met inzonderheid artikel 3, eerste lid, van die

.../...

wet moet daaruit worden opgemaakt dat de kandidaat zijn grondige kennis van de taal van dat taalstelsel moet bewijzen.

De tweede zin van de ontworpen bepaling is slechts een parafrase van artikel 2bis, derde lid, van dezelfde wet.

De ontworpen paragraaf 3, eerste lid, moet dus als volgt worden gesteld :

"§ 3. De kandidaat kiest bij zijn aanvraag om inschrijving zijn taalstelsel."

2. In de voorgestelde wijziging van paragraaf 3, tweede lid, van dezelfde bepaling moet het woord "evenwel" vervallen.

Artikel 14

Aangezien de genoemde wet van 30 juli 1938 slechts in twee taalstelsels, het Nederlandse of het Franse, voorziet, zijn de woorden "het Nederlands of het Frans" overbodig. Die woorden moeten dus vervallen.

.../...

Bovendien moet de ontworpen bepaling, overeenkomstig artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader, zoals dat wordt gewijzigd in artikel 10 van het ontwerp, als volgt worden gesteld :

"Art. 4. De persoon die zich kandidaat stelt kiest bij zijn aanvraag om inschrijving zijn taalstelsel.

Eenzelfde persoon kan zich tegelijk laten inschrijven voor verschillende vormingen en verschillende personeelscategorieën. In dat geval drukt hij zijn orde van voorkeur uit."

Artikel 15

In de voorgestelde wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de overgang binnen dezelfde personeelscategorie en de sociale promotie naar een hogere personeelscategorie moeten de woorden "in het taalstelsel van de kandidaat" worden vervangen door de woorden "in de taal van het taalstelsel van de kandidaat".

Deze opmerking geldt ook voor de in artikel 16 ontworpen tekst.

.../...

Artikel 17

Voorzover de inwerkingtreding van het ontworpen besluit afhankelijk wordt gesteld van de samenstelling van een examencommissie die de kennis van het Duits kan beoordelen, is die ontworpen bepaling te rechtvaardigen.

Opmerking betreffende de wetgevingstechniek

In de Nederlandse tekst dienen de woorden "vervangen door" en "gewijzigd door" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "vervangen bij" en "gewijzigd bij".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT, audi-
teur. De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door de H. L. JANS, ad-
junct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN